

front rouge

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 12 / 10 FEVRIER 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

RENAULT, S.N.C.F... DERRIÈRE LES TRACTATIONS SYNDICATS-PATRONS DES CONTRATS DE PROGRES POUR ENCHAINER LA CLASSE OUVRIERE

La politique contractuelle de Chaban bat son plein. A la S.N.C.F., à Renault, aux charbonnages... les négociations sont à l'ordre du jour. La politique de concertation avait permis dans le passé aux révisionnistes de la C.G.T. et aux réformistes de la C.F.D.T. de s'entendre sur le dos de la classe ouvrière... Aujourd'hui la machine bien huilée grince.

ENCHAINER LA CLASSE OUVRIERE

En 1969, à peine nommé premier ministre Chaban définissait les grandes lignes de sa "nouvelle société" et d'une nouvelle politique "sociale". La bourgeoisie tirait les leçons de mai 68 : pour exploiter au maximum les ouvriers, pour prévenir tout mouvement spontané de la classe ouvrière, il faut, comme aux U.S.A. ou en Allemagne s'appuyer sur les syndicats, avoir en face de soi pour discuter des syndicats forts et responsables (lisez des syndicats capables d'imposer à la classe ouvrière tout accord passé avec l'Etat). Il est nécessaire de les associer à l'élaboration de la politique sociale : salaire, durée du travail, retraite, sécurité de l'emploi, formation professionnelle.

Quand fin 69 pendant une grève de l'E.D.F. Séguéy cède à une provocation des C.D.R. et organise la reprise, Chaban juge le moment venu pour lancer sa politique contractuelle ; ces contrats devaient régler la vie sociale pour toute une année prévoyant les augmentations de salaires, les licenciements, la réglementation du droit de grève.

Ces contrats signés dans quelques entreprises nationalisées, devraient servir de pilote aux négociations dans le secteur privé. Séguéy, commence par pousser des hauts cris contre l'atteinte au droit de grève, mais il ne tarde pas à signer ; aujourd'hui la C.G.T. est signataire de quasiment tous les contrats de progrès existants, car la bourgeoisie a été suffisamment habile pour ôter des contrats toute clause explicite mettant en difficulté la C.G.T. (comme le droit de grève par exemple) ; elle sait que C.G.T. et C.F.D.T. désirent participer à l'élaboration de la politique "sociale" pour montrer leur capacité de bons gestionnaires, à condition que des clauses trop explicites ne les démasquent pas devant les ouvriers ; mais elle sait aussi que les syndicats s'efforceront le plus souvent possible d'appliquer les clauses sous entendues dans le contrat. Combien de grèves C.G.T., C.F.D.T. ont désamorçées depuis 69 en brandissant le torchon signé qui annonce des prochaines négociations pour régler les problèmes sur le tapis vert. Plus encore : Séguéy n'a pas pris de gants pour brader la grève des O.S. du Mans appliquant à la lettre le contrat de progrès signé 4 mois avant avec la direction de la régie Renault.

FAIRE PAYER A LA CLASSE OUVRIERE LA CRISE ACTUELLE

Mais aujourd'hui cette belle machine huilée grince. Les directions de la S.N.C.F. de Renault, opposent un refus intransigeant à toutes les revendications déposées par les syndicats. Le C.N.P.F., lors de sa dernière assemblée, a annoncé la couleur : "il faut réduire les charges salariales, car la concurrence internationale traverse une phase aiguë". Les capitalistes pour faire face à la crise actuelle cherchent au maximum à



Des contrats de progrès pour éviter les explosions du prolétariat.

accroître leurs profits en surexploitant la classe ouvrière ; un des moyens est de faire baisser le salaire réel de l'ouvrier en limitant les hausses de salaire et en faisant galoper les prix à la consommation.

Cette tactique trop évidente pour la classe ouvrière, a forcé les syndicats à réclamer qu'une clause de sauvegarde "efficace" soit rajoutée aux contrats : "Quand les prix montent de 4 % les salaires suivent". Cette clause même si elle était acceptée par la bourgeoisie ne permettrait pas de suivre l'indice du coût de la vie qui est truqué par la bourgeoisie. Mais aujourd'hui les capitalistes ont trop besoin de leurs profits pour accorder ces miettes réclamées par les syndicats.

LES MANOEUVRES DES SYNDICATS

La C.G.T. a pris ses précautions en affirmant dès le départ que les négociations seraient longues et difficiles. En effet cela fait un mois que la C.G.T. et les réformistes de tout poil tripotent autour du tapis vert pour épuiser toutes les possibilités.

Pour les révisionnistes ce n'est pas le contenu des accords qui pose des problèmes (les bonzes syndicaux ne sont pas touchés par la baisse du salaire réel). Que la S.N.C.F. accorde 5 ou 6 % d'augmentation, que Renault réduise ses horaires d'une demi-heure ou d'une heure, quelle importance.

Pour Séguéy, c'est la méthode employée par la bourgeoisie qui est en cause. Il est pour la politique contractuelle et ne s'en cache pas puisqu'il affirme : "politique contractuelle ? Oui, mais constructive" (thuma du 5-2). Séguéy ne

reproche pas à la bourgeoisie les trop faibles miettes qu'elle donne aux travailleurs. C'est la façon dont elle le fait qui ne lui plaît pas.

L'Etat patron, le C.N.P.F. ruinent toute possibilité de solution négociée des grands problèmes sociaux actuels et défient les travailleurs" (huma du 3-2). Si seulement les patrons voulaient discuter ce serait plus facile pour les révisos de convaincre les travailleurs. Ils critiquent le gouvernement parce qu'il cherche à imposer une politique sociale sans tenir compte de leurs avis. Les révisionnistes ne veulent pas être de simples facteurs. Ils veulent avoir une part de responsabilité dans la gestion du capital. Les soi-disant représentants de la classe ouvrière ne veulent pas être des laissés pour compte.

Depuis le début des discussions Séguéy et Cie se gardent bien de mobiliser la classe ouvrière, ils l'ont tenue en dehors de toutes les tractations, et pour cause : il ne faut pas "énervier" la base. Mais que dire à cette base après la rupture à la S.N.C.F. ? Envisager des grèves ? peut être éventuellement, mais plutôt d'autres formes d'action". Voilà ce que l'on entend du côté de la C.G.T. il y a là un manque évident d'enthousiasme. Massabiaux secrétaire C.G.T. cheminot a dû tirer le bilan des dernières grèves S.N.C.F. Il a vu le danger de lancer des grèves même limitées... On ne sait jusqu'où cela peut aller. Et ce que pense "l'opinion publique" (c'est-à-dire l'opinion des cadres, techniciens, petits entrepreneurs et capitalistes) est plus important que l'intérêt des travailleurs. Si Séguéy agit le souvenir de mai 68, c'est surtout pour faire patienter la base. Les explosions qu'il prévoit, seront des pétards mouillés du type de la manifestation bidon pour le plein emploi.

LE P."C".F. ARRIVE A LA RESCOUSSE

Mais toutes ces manœuvres syndicales pourraient tourner mal pour Séguéy-Descamps. Les voies de garage imaginées par les bonzes syndicaux ne peuvent pas tromper à elles seules la classe ouvrière. Aussi le P."C".F. se charge-t-il du gros travail : faire miroiter aux travailleurs une issue politique favorable. Il s'agit d'abandonner l'arène de la lutte de classe, des conditions d'exploitation du prolétariat pour braquer les projecteurs sur l'assemblée nationale. L'huma s'en charge en reléguant les négociations salariales derrière les nouveaux scandales de la bourgeoisie : la non-imposition de Chaban Delmas. Evidemment il ne s'agit pas de montrer que c'est le prolétariat qui paye l'impôt, que le budget d'Etat redistribue aux monopoles ces impôts pour qu'en se modernisant il surexploite la classe ouvrière. Non il s'agit simplement d'opposer les députés honnêtes aux députés malhonnêtes. Il s'agit de tromper les ouvriers sur la cible qu'ils doivent viser : non pas le capitalisme mais seulement ses gérants malhonnêtes ; il en existe des honnêtes, qu'on leur offre la place : "effectivement il serait dangereux de laisser planer une suspicion sur tous les parlementaires, il ne serait pas sain de laisser penser que tous les députés peuvent être mis dans le même sac" (huma du 3-2). Et les députés "honnêtes" du P."C".F. d'afficher leurs feuilles d'impôts. Mais gageons que la classe ouvrière ne se satisfera pas de voir que Waldék-Rochet acquitte honnêtement ses 1 million 8 d'impôts ! Ses conditions d'exploitation vont la dresser contre la bourgeoisie, et les révisionnistes se démasqueront bien comme des "honnêtes" laquais de leur maîtres capitalistes.

DE LA BASTILLE A LA REPUBLIQUE LES CHOMEURS N'ETAIENT PAS LA

10.000 à 20.000 personnes, convoquées par la C.G.T. (et la C.F.D.T.) ont défilé le 2 février de 16 à 18 h précises, de la Bastille à la République, "Pour la garantie de l'emploi". C'est exact. Nous y étions.

Mais était-ce une manifestation contre le chômage ? Assurément non. C'est pour cela qu'aucun des 140.000 chômeurs parisiens (avoués par la bourgeoisie) n'était apparemment venu. C'est pour cela que les premières victimes du chômage, les immigrés, les jeunes, n'étaient pas venus non plus. Ce défilé ne les concernait pas.

Mais alors qui défilait ? Pour plus de la moitié, le "Livres", un des syndicats où l'esprit de corporatisme est le plus entretenu, où la C.G.T. vrai syndicat à l'américaine, impose à tous sa carte, et, lieutenant du capital, se charge d'embaucher et de licencier. Encore ces bataillons du livre étaient-ils laissés au second plan. La vedette revenait aux journalistes bourgeois et à ceux de Paris Jour. Que les plumitifs de ce torchon fascinant ne puissent plus déverser chaque jour, noir sur blanc, leurs saletés, voilà le cœur de la "question de l'emploi" ! ...

Suivait derrière la "C.G.T. métallurgie" Des métallos, peut être, mais surtout : des enseignants inquiets du profil de leur carrière. Des ingénieurs et autres techniciens de bureaux d'études, mécontents de leur avancement trop lent à leur gré. Des "travailleurs communaux"

craignant d'être balayés à de prochaines élections, avec leur patron municipal réviso. Des représentants de la SNIAS et de la SNECMA qui, comme Marchais à Nantes, comptent bien qu'un gouvernement démocratique vendra davantage d'hélicoptères et autres engins de guerre.

Là dedans il était impossible de trouver des banderoles portant le nom des grands bagnes capitalistes de la métallurgie, à part une maigre délégation de Renault-Flins. A peu près impossible de rencontrer des OS, sinon à l'état dispersé.

C'est bien cela : il ne s'agissait pas d'une manifestation de la classe ouvrière contre le chômage. Mais d'un défilé bien spécial organisé pour des représentants de couches petites bourgeoises et d'ouvriers relativement privilégiés, s'efforçant d'entraîner dans leur sillage le reste de la classe : ils ont voulu montrer qu'ils entendaient conserver, malgré la crise, leurs plus ou moins grands privilèges. Que pour garantir cela, pour la "garantie de l'emploi" ils étaient prêts à s'activer pour installer de meilleurs gestionnaires de l'impérialisme français, type Marchais, pour mettre à leur remorque la masse de la classe ouvrière, lui faire avaler le mot d'ordre étalé sur les banderoles : "cadres et ouvriers, unis dans la lutte".

Pour la masse des ouvriers, s'ils veulent non seulement lutter contre le chômage mais détruire le système capitaliste qui l'engendre sans cesse, il leur faudra balayer ces "chefs ouvriers" et leurs mensonges, et s'engager sur la voie de la révolution prolétarienne armée.

Correspondant Paris



Pour les syndicats il faut mieux organiser le contrôle de l'immigration.

CGT, CFTD AVEC FONTANET CONTRE LES IMMIGRÉS

"Pour une nouvelle politique de l'immigration" tel est le titre de la plateforme commune C.G.T. - C.F.D.T. publiée à l'occasion de leur semaine d'action du 7 au 12 février. Chez eux la nouveauté a toujours un goût prononcé de réchauffé, et c'est encore le cas cette fois-ci.

La plateforme fait d'abord miroiter une série d'améliorations des conditions de vie et de travail des travailleurs immigrés : structures d'accueil, logements décentes, alphabétisation, droits syndicaux et sociaux, libertés individuelles, interdiction des campagnes et organisations racistes etc... Ils ne doivent pourtant pas se faire d'illusions sur la satisfaction par la bourgeoisie de ces revendications : c'est elle-même qui organise les campagnes racistes dans ses journaux, ce sont ses flics et sur son ordre qui ratonnent. A moins que, par exemple, "les structures d'accueil à multiplier aux postes frontalières" dont parle la plateforme ne soient la multiplication des "structures d'accueil en uniforme et en képi déjà existantes. A moins encore que les revisés de la C.G.T. ne préchent que pour les intérêts de leur chapelle, en effet, quand la plateforme dit à propos du logement "qu'il faut éviter d'imposer aux collectivités locales des charges inconsidérées", cela ressemble fort aux déclarations des élus P.C.F. des Yvelines qui veulent se débarrasser des immigrés pour augmenter les revenus de leurs municipalités.

En réalité, ne les prenons pas pour des innocents, ils ne se font pas d'illusions et cette série de vœux pieux n'a qu'un intérêt démagogique vis à vis des travailleurs immigrés : dénoncer les injustices les plus flagrantes, pour cacher le gros morceau de la plateforme : le contrôle des conditions d'entrée en France. "Un organisme, avec droit de regard des organisations syndicales représentatives... doit contrôler l'ensemble des entrées" S'agit-il comme ils veulent le faire croire d'éviter à des travailleurs de venir en France y être chômeurs ? Dès septembre 71, dans un interview au journal C.G.T. pour les immigrés, Gosnat, député P.C.F., avait vendu la mèche :

"En fonction des nécessités économiques françaises... nous n'admettons pas que l'immigration économique... s'opère d'une manière anarchique qui ne peut que favoriser les déséquilibres d'emploi dans notre pays... Nous préconisons une réorganisation démocratique de l'ONI de telle sorte que l'immigration soit organisée harmo-

nieusement en raison de l'intérêt national"...

Traduisons sans peine : l'essentiel est aujourd'hui que les travailleurs français trouvent du travail, ou plutôt que l'économie française fonctionne sans à coup, que les capitalistes français continuent à empêcher la plus value. Il y a 600.000 chômeurs en France, que 600.000 immigrés rentrent chez eux. Peu importe s'ils vont grossir l'armée des chômeurs dans leur pays, et si cette armée de chômeurs et l'immigration existent justement pour que l'économie capitaliste française prospère harmonieusement.

Quelle différence avec ce que dit le gouvernement ? La réponse se trouve dans l'Huma du 4 février. Après une énumération des mesures gouvernementales parmi lesquelles "une meilleure maîtrise des flux migratoires", l'Huma ajoute : "à lire cette énumération, on pourrait croire que le gouvernement se décide enfin agir vraiment dans ce domaine, et que le grave problème de la main d'œuvre étrangère est en voie de règlement". C'est clair : renvoyer les immigrés crever de faim chez eux, voilà la solution du problème. Fontanet ne dit rien d'autre quand il déclare : "en période de moindre appel de la production, il serait anormal et contraire à l'intérêt des travailleurs étrangers, de les faire entrer en France pour les condamner à devenir chômeurs", ou plus crûment : "ce sera toujours un Français qui sera embauché en priorité dans tout secteur où sévit le chômage". Pour les revisés, comme pour la bourgeoisie, les immigrés ne sont intéressants que quand on peut les exploiter, dans leur pays ou en France, sans risques.

SOUSCRIPTION

Paris	50 F.
Lyon	500 F.
Avignon	10 F.
Auxerre	10 F.
Suresnes	5 F.
Toulouse	50 F.
Reims	20 F.
Lyon	650 F.
Belfort	80 F.
Besançon	15 F.
	200 F.
Nancy	20 F.
Paris	20 F.
Le Puy	20 F.
Bourg	10 F.
Total :	1 680 F.

Le programme de gouvernement du P.C.F

UN PROGRAMME SOCIAL-CHAUVIN

Masquer derrière des "paroles socialistes" la nature même de l'impérialisme, tel est le sens d'une politique sociale chauvine ; déjà en 1914 la plupart des représentants "socialistes" français avaient pris le parti de la bourgeoisie impérialiste française entraînant le prolétariat français à défendre l'intérêt de "sa" bourgeoisie contre l'impérialisme allemand, au lieu de montrer que le conflit était le résultat des contradictions internes du système impérialiste, et que résoudre ces contradictions ce n'était pas partir en guerre contre le prolétariat allemand, mais retourner ses fusils contre l'impérialisme français, pour instaurer un nouveau système économique, le socialisme, un nouveau système politique, la dictature du prolétariat. Cette trahison n'était pas le fait du hasard, elle était la conséquence de la politique suivie par la bourgeoisie impérialiste à l'égard des dirigeants du mouvement ouvrier : les corrompre avec les surprofits coloniaux, les séparer du prolétariat par leur salaire, par leur condition de vie, par les multiples avantages qu'elle leur prodiguait ; ces chefs corrompus issus de la classe ouvrière se révélaient bien plus efficaces pour tromper la classe ouvrière que la bourgeoisie elle-même.

En 1972 la bourgeoisie française n'a pas changé de nature : elle vit toujours des profits extorqués au prolétariat de la métropole, et aux peuples des nations qu'elle domine. Elle entretient toujours une couche d'aristocrates ouvriers pour cacher son visage hideux, les contradictions qui l'agitent, le mobile qui la pousse à accentuer son exploitation et son oppression. Ces aristocrates ouvriers se reconnaissent essentiellement dans la ligne sociale chauvine du P.C.F. : il joue à fond son rôle de collaborateur zélé de la bourgeoisie française contre les autres impérialismes, faisant dans son programme de gouvernement des propositions qui, et pour cause, ne touchent en rien l'essence de l'impérialisme, mais visent seulement à le développer ; derrière les termes démocratiques : "intérêt national", "coopération"... les propositions du P.C.F. renforcent les traits caractéristiques de l'impérialisme.

1. L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Tout le programme de gouvernement vise à camoufler cette réalité que l'impérialisme a besoin d'exporter ses capitaux ; il en a besoin non pas parce que le développement de l'industrie aurait atteint en France ses limites naturelles, mais parce que d'une part les investissements dans l'industrie de la métropole rapportent des profits moindres par rapport à ceux escomptés dans les colonies (main d'œuvre moins chère...), d'autre part le faible pouvoir d'achat du prolétariat ne suffit pas à absorber le développement de la production dans la métropole qu'il s'agit ensuite de vendre. Or dans le "programme" cette exportation n'est pas supprimée, le P.C.F. propose simplement d'en atténuer les aspects les plus criants, les plus gênants pour le capitalisme lui-même.

a. "il sera hostile à toutes les dispositions qui favorisent la mobilité incontrôlée des capitaux" (p. 224) : ainsi ce n'est pas la mobilité du capital qui est en cause, mais sa mobilité incontrôlée, c'est-à-dire la spéculation par exemple ! même Giscard peut être d'accord avec cette mesure.

b. "dans le principe les mouvements de capitaux à travers les frontières ne sauraient être absolument exclus, à la condition qu'ils correspondent à des investissements réciproques équilibrés, s'inscrivant dans la planification démocratique" est-il dit dans le paragraphe "maîtriser les capitaux" p. 211. Ainsi un capital français pourra s'exporter pour exploiter les travailleurs d'un autre pays, à condition qu'un capital identique vienne s'investir en France et exploiter les ouvriers français. Mais le gouvernement français ne procède-t-il pas exactement de même quand il propose aux capitaux russes de s'investir à Fos dans le complexe sidérurgique, pour s'y enrichir de la plus value extorquée aux ouvriers français et immigrés, à condition que la pareille leur soit rendue en Union Soviétique avec l'usine de camions construite par Renault par exemple !

c. "A l'égard des établissements français à l'étranger, la nationalisation du groupe monopoliste français auquel ils appartiennent pourra donner lieu, en accord avec la législation du pays d'accueil, soit à la nationalisation, soit à la participation de l'Etat français assortie ici aussi de clauses de coopération, soit au retrait complet" (p.213). Ainsi pour autant que "le pays d'accueil" ne mette pas dehors l'impérialisme français, le capital d'une branche monopolisée continuera à

fructifier même après sa nationalisation par le "gouvernement démocratique" ; noter au passage la belle hypocrisie qui consiste à parler de "législation du pays d'accueil" sans dire que cette législation est le résultat du rapport de force entre l'impérialisme français et le pays dominé ; camoufler ce rapport de force sous le terme coopération n'a rien de nouveau : c'est le nom que l'impérialisme français donne à ses rapports avec l'Algérie, et on a vu qu'il cache l'âpre bataille de la nation algérienne pour la possession de ses richesses naturelles, et les moyens que l'Etat capitaliste français met au service d'Elf Erap société nationale !

2. LA BATAILLE DES MARCHÉS

Si le "programme" ne s'étend pas trop sur l'exportation des capitaux, il est particulièrement bavard sur la bataille des marchés ; c'est que sur ce terrain le P.C.F. s'estime assez solide pour convaincre le prolétariat qu'il a intérêt au développement de la bourgeoisie qui l'exploite : plus de marchés = plus de travail pour l'ouvrier ! Voilà des gages de collaboration avec la bourgeoisie que le P.C.F. espère voir payer de retour. Aujourd'hui la crise mondiale de l'impérialisme, l'émancipation de nations entières, rend plus dure la bataille pour les marchés : or vendre est la condition pour les capitalistes de récupérer sous forme de profit la plus value extorquée aux ouvriers ; on comprend alors que l'arrivée dans l'arène du P.C.F. qui dit : "pour réaliser vos profits il vous faut de nouveaux marchés, voilà des propositions", soit bien venue pour la bourgeoisie. Elle escamote l'explication marxiste-léniniste sur le rétrécissement du marché mondial, sur l'aggravation de la bataille pour les marchés en période de crise, sur l'insolubilité de ces contradictions en régime capitaliste. Mieux que cela, dans les contradictions entre l'impérialisme français et les autres impérialismes (allemands, japonais, U.S.), le P.C.F. crie à la nocivité de ces autres impérialismes, reproche à la bourgeoisie française de mal défendre ses intérêts, en taisant le caractère impérialiste de cette bourgeoisie ; l'attitude du P.C.F. durant la dernière crise monétaire en est un exemple flagrant.

Pour faire passer ces thèses le programme pose comme postulat : "l'intérêt national implique des échanges multiples avec les autres nations", postulat que ne démentirait pas Pompidou lui-même, et il ajoute : "Actuellement le développement de ces échanges est freiné par la concurrence entre les firmes et par des préoccupations stratégiques" (p. 149). D'où les remèdes :

— "Du fait de la concentration des moyens, de l'appui de l'Etat, de l'accord entre secteur privé et nationalisé, la nationalisation démocratique permettra aux entreprises de prospecter des marchés extérieurs, d'y assurer leur position, de coordonner leurs efforts" (p. 209). Mais même les nationalisations actuelles, même l'Etat actuel appliquent cette politique ; toutes les mesures prises par Giscard depuis la dévaluation de 1969 ne visent-elles pas à s'assurer des positions dans le marché extérieur ?

— "Le développement de marchés internationaux plus étendus, réciproquement avantageux et excluant toute pratique impérialiste et néocolonialiste sera recherché avec les pays socialistes et avec les pays en voie de développement, et ceci sans exclusive" (p. 208). Ici le remède est nouveau ; nous reviendrons sur l'absence de "pratique impérialiste ou néocolonialiste", notons simplement que le P.C.F. propose d'élargir le marché en prospectant dans le camp social impérialiste de l'U.R.S.S. Les capitalistes y ont déjà pensé, mais pas suffisamment au gré du P.C.F. ; il se voit déjà jouant l'équilibre entre les camps Yankee et Russe. Bref les travailleurs français sont simplement invités à faire changer de camp impérialiste leur bourgeoisie, mais nullement à la balayer.

3. LE PARTAGE DU MONDE :

Pour un impérialisme la possession de colonies est un besoin ; c'est d'abord une zone privilégiée pour l'exportation de ses capitaux (cf. §. 1), c'est ensuite le moyen de disposer de matières premières à bon marché, donc d'abaisser les coûts de production de toute marchandise et d'encaisser plus de profits, c'est enfin le moyen de priver l'impérialisme rival de ces mêmes avantages (conserver des richesses naturelles sans les exploiter immédiatement, mais en empêchant les autres impérialismes d'en profiter). Les luttes de libération nationale ont amené les pays impérialistes à accorder une semi-liberté à certains pays : indépendance politique formelle garantie

par un fantôme, qui cache l'oppression, l'exploitation et la domination réelle ; c'est le cas des anciennes colonies françaises d'Afrique. Tout cela est-il remis en cause par le programme du P.C.F. ? Apparemment, oui : "toute pratique impérialiste ou néocolonialiste" doit disparaître dit-il ; regardons-y de plus près :

Pour les actuelles colonies, qualifiées par le gouvernement actuel de DOM TOM, le programme propose simplement de reconnaître le droit à l'autodétermination et il ajoute : "le gouvernement démocratique donnera satisfaction aux aspirations nationales des peuples... dont les organisations les plus représentatives revendiquent le remplacement de leur statut actuel par un statut d'autonomie leur permettant de gérer leurs propres affaires". Ainsi la voie est tracée : le droit à l'autodétermination sera accordé à condition qu'il conduise à l'autonomie et non à l'indépendance nationale ; d'ailleurs c'est ce que réclament les "organisations représentatives" ajoute le programme, c'est-à-dire les organisations type P.C.F. Ainsi ce qui est proposé c'est une domination mieux camouflée, la mise en place de fantômes collaborateurs qui feront mieux passer le joug de l'impérialisme français.

Pour les néocolonies reste de l'ancien empire colonial français, les révisionnistes ont aussi des propositions : "le gouvernement démocratique établira... particulièrement avec les pays de l'ancien empire colonial français... des rapports de coopération qui excluent tout esprit néocolonialiste et toute condition politique, qui seront fondés sur le libre consentement et sur le respect de l'indépendance..." (p. 227) et "dans cet esprit il augmentera l'aide publique française aux jeunes Etats indépendants... Il réexaminera avec les gouvernements intéressés les conditions de l'activité des entreprises françaises dans ces pays". Ce qui amène aussitôt à remarquer :

a. il n'est nullement question de remettre en cause les bourgeoisies fantômes mises en place par l'impérialisme français, bien mieux c'est avec ces "gouvernements intéressés" qu'il s'agira de traiter ; ainsi les termes "indépendance", "coopération", prennent tout leur sens : le même sens qu'ils avaient dans la bouche de Pompidou quand il est allé au Tchad.

b. il n'est nullement question de dénoncer et de renoncer à la pratique même de l'impérialisme français ; le gouvernement démocratique discutera "les conditions de l'activité des entreprises françaises", c'est à dire à quelles conditions il peut continuer à piller ou à mettre en réserve, exporter ses capitaux (sous forme d'aide publique), et éventuellement importer de la main d'œuvre.

c. il n'est nullement question de renoncer aux chasses gardées de l'impérialisme français, puisqu'il faudra tisser des liens particulièrement privilégiés avec les pays de l'ancien empire colonial français, d'ailleurs si le programme parle de "l'esprit néocolonialiste", il ne montre pas que cet "esprit" ne peut exister que par le maintien des forces armées dans ces pays, et justement le programme ne parle jamais du retrait de ces forces armées, mieux il passe complètement sous silence l'existence d'une colonie à Djibouti qui est la base française la plus importante d'Afrique, sans doute parce que les révisionnistes reconnaissent le référendum truqué organisé par DE Gaulle qui décrétait le rattachement à la France de la côte des Somalies.

4. LE PROLETARIAT IMMIGRE

Par le pillage dans les colonies, l'impérialisme français désorganise leur économie, crée un chômage encore plus important qu'en France, et de là puise un complément à l'armée de réserve entretenue sur la métropole. Les révisionnistes cachent évidemment ce mécanisme, et se gardent bien de remettre en cause l'importation de main d'œuvre : ils visent seulement à l'organiser, à la planifier, pour que les immigrés sans travail soient chassés de France (et soient donc chômeurs dans leur propre pays) : "le nombre de travailleurs accueillis en France chaque année sera déterminé par le plan démocratique" (p. 50). C'est exactement la politique que vise à appliquer Fontanet, c'est exactement la politique qu'applique le BUMIDOM, organisme d'Etat qui planifie l'entrée des travailleurs travailleurs des colonies françaises. De toutes les façons, c'est dans la logique même des révisionnistes s'ils défendent l'existence des colonies françaises, c'est entre autres avec la perspective de réclamer l'utilisation rationnelle de la main d'œuvre au chômage dans ces pays pour engraisser les capitaux français. C'est bien une politique socialiste en paroles et chauvines dans les faits.

LE CAPITALISME FABRIQUE DES PROLETAIRES ET DES CHOMEURS

Le mode de production capitaliste a besoin, pour se développer, de disposer d'une masse d'hommes séparés de tout moyen de production, contraints, pour subsister, de vendre leur force de travail à la classe qui s'accapare les moyens de production (outils, machines, matières premières). Marx a montré comment, historiquement, le capitalisme avait démarré en Europe, notamment en Angleterre, en expropriant, au besoin par la violence, une masse de paysans libres vivant du travail de leur terre, en créant ainsi systématiquement une masse de prolétaires.

Une fois que le capital accumulé, en partie par l'exploitation de cette masse de paysans expropriés, a permis de passer au stade de la grande industrie, l'utilisation, par les capitalistes, du progrès technique pour extorquer le maximum de plus-value (réduction au maximum du travail ouvrier pour produire la même quantité de produits, intensification du travail) n'a pas cessé de créer une masse d'ouvriers rejetés de la production, une armée de réserve industrielle, une armée de chômeurs. La machine ne cesse de chasser l'ouvrier de la production.

C'est pourquoi, durant les 2 premiers tiers du 19^e siècle, les pays européens engagés dans l'industrialisation capitaliste (Angleterre d'abord, Allemagne à partir de 1860) ont produit un flot d'émigrants, réduits par le capitalisme à s'expatrier pour subsister (la France faisant exception). De 1815 à 1914, 35 millions d'Européens débarquent aux Etats-Unis où de vastes espaces restaient encore à occuper.

L'IMPERIALISME CREE UNE ARMEE DE CHOMEURS A L'ECHELLE MONDIALE

A partir des années 1890, le mouvement d'émigration en provenance des pays capitalistes industriels diminue très rapidement. Dans ces pays, le capitalisme de la libre concurrence passe alors au stade du capitalisme monopoliste, de l'impérialisme. L'exportation de l'excédent des capitaux vers des pays économiquement arriérés devient un phénomène massif et vital pour le capital à la recherche du profit maximum.

Parallèlement, apparaît un phéno-

mène inverse : l'afflux de main-d'œuvre en provenance de pays relativement arriérés vers les métropoles industrielles de l'impérialisme. Dès 1886, il y avait en France 1.100.000 travailleurs étrangers (Belges et Italiens la plupart). L'Allemagne en compte 1.350.000 en 1907. La question de l'immigration n'est donc pas une nouveauté : elle date de l'apparition même de l'impérialisme.

Ce n'est pas une coïncidence : l'impérialisme reproduit, à l'échelle mondiale, l'expropriation et la formation d'une armée de chômeurs : en exportant ses capitaux dans des pays moins développés, il ruine complètement leur économie. D'une part, en accaparant les meilleures terres pour y imposer des cultures d'exportation (vigne en Algérie, coton, arachide en



Afrique), il exproprie, affame, contraint au travail forcé et rejette vers les villes une masse de paysans. Mais dans les villes mêmes, l'industrie reste strictement limitée : l'impérialisme y écoule à des prix de monopole la production industrielle de la métropole et ne crée que le minimum d'industries étroitement subordonnées à ses intérêts propres : extraction de minerais, en particulier. Ainsi s'accumule une gigantesque armée de réserve : Dakar, au Sénégal, qui comptait 1.000 habitants en 1850 approche aujourd'hui les 500.000. Mais 150.000 d'entre eux vivent en bidonville. Les chômeurs y constituent 40% de la population active.

En Algérie, dans les villes, le chômage atteindrait 64% de la pop-

L'IMPERIALISME : CHOMAGE EN METROPOLE POUR LES PEUPLES DOMINES

ulation. Le même phénomène se reproduit, avec une ampleur variable, dans des pays européens largement dominés par l'impérialisme U.S. : Turquie, Grèce, Portugal, Espagne.

Tous ces pays ne sont pas "démunis" comme veut le faire croire la bourgeoisie : c'est l'impérialisme qui, en y pénétrant de force, a réduit leurs peuples à la misère, au chômage, et à l'émigration.

LE CHOMAGE DANS LES METROPOLES IMPERIALISTES

Pour l'impérialisme, la population des pays qu'elle affame présente deux intérêts essentiels : d'une part s'assurer une main-d'œuvre qu'il peut surexploiter (bas salaires, taudis, pas d'allocations familiales, pas de frais de formation ni de retraite, etc.), donc augmenter le taux d'exploitation du prolétariat en métropole.

D'autre part, utiliser les travailleurs immigrés comme armée de réserve supplémentaire pour faire pression sur les salaires. Dans la classe ouvrière ce sont les immigrés qui subissent en permanence le plus durement le chômage : en 1967, on estimait que 18% des travailleurs Algériens en France étaient chômeurs. Parmi les Africains il y aurait 40% de chômeurs.

De plus, cette armée de réserve supplémentaire est compressible et extensible : si on examine la courbe de l'immigration en France depuis 1945, elle suit étroitement les à-coups de l'économie capitaliste : elle monte dans les phases d'expansion (de 45 à 50) et surtout de 1960 à 1968 ; elle baisse dans les phases de recession ou de stagnation (1950 à 1955). Les crises frappent donc en premier lieu les travailleurs immigrés. En 1971 la crise a réduit de 20% l'immigration en France. La bourgeoisie peut ainsi se

débarrasser rapidement d'une partie de chômeurs qui retournent "volontairement" dans leur pays. Elle espère ainsi éviter d'avoir à faire face en métropole comme lors de la grande crise de 1929 à la révolte d'une armée "trop" considérable de chômeurs.

Pour la masse de la classe ouvrière, dans un pays impérialiste comme la France, l'utilisation des immigrés comme armée de réserve signifie donc une pression constante sur le prix de sa force de travail (abaisssement du salaire réel, allongement de la journée de travail, intensification du travail). Ce n'est pas un hasard si la France, qui vient en tête des grands pays capitalistes européens pour l'immigration, vient aussi en tête pour la longueur moyenne de la journée de travail, et pour le bas niveau des salaires. Ce n'est pas un hasard si les couches les plus exploitées de la classe ouvrière d'origine française, OS, jeunes et femmes subissent souvent la même exploitation que les ouvriers immigrés et se trouvent aux mêmes postes qu'eux. L'importation de main-d'œuvre permet donc à la bourgeoisie de maintenir et de renforcer l'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière, française et immigrée, sous tous ses aspects, y compris le chômage. Le capitalisme, dans les métropoles impérialistes, continue à fonctionner selon ses lois propres, même si elles peuvent paraître contrecarrées relativement et momentanément par un phénomène comme l'immigration : à partir des années 60, la France connaît à la fois un afflux croissant d'immigrés et une montée du chômage, une accélération de l'exode rural.

Dès qu'avec la crise, le chômage prend les proportions jugées inquiétantes par la bourgeoisie, les fascistes ratonnent et braillent : les étrangers volent le travail des français ; Fontanet et les révisionnistes, avec le même visage hypocrite de curés, préconisent,

dans l'intérêt même des émigrés (!), de les expulser, de "contrôler l'immigration", pour résorber le chômage. Fascistes, U.D.R. et révisionnistes claironnent en chœur le même mensonge : le chômage, c'est la faute aux immigrés. C'est faux : c'est l'impérialisme qui crée et organise le chômage en métropole comme dans les pays dominés.

L'ARISTOCRATIE OUVRIERE ET L'IMMIGRATION

En revanche, et c'est important, les surprofits extorqués aux ouvriers immigrés ne sont qu'une partie de l'ensemble des surprofits extorqués aux peuples dominés par l'impérialisme. Or c'est précisément en redistribuant une fraction de ces surprofits, que la bourgeoisie crée et entretient des couches petites-bourgeoises parasitaires (banque, commerce, assurances, etc) mais aussi corrompt une couche supérieure d'ouvriers. Il existe donc en France une aristocratie ouvrière qui a intérêt au maintien du système impérialiste et par conséquent à la surexploitation des travailleurs immigrés. Cette aristocratie ouvrière, dont les représentants politiques les plus en vue sont aujourd'hui l'appareil du P.C.F. et de la C.G.T., s'emploie activement à propager dans la classe ouvrière, pour la corrompre et la diviser, le point de vue de la bourgeoisie : en période d'expansion, elle "ferme les yeux" ou de temps en temps s'apitoie sur les immigrés ; en période de crise, elle réclame, à grand bruit, le "contrôle de l'immigration".

Pour arracher la masse de la classe ouvrière en France à l'influence de l'aristocratie ouvrière, il faut, dans la lutte, apprendre à délimiter l'aristocratie ouvrière et à s'en démarquer, désigner clairement à la masse des ouvriers, immigrés ou d'origine française, l'ennemi commun à abattre : l'impérialisme.

LES PROBLEMES DE NOTRE REVOLUTION à propos d'un article du "Travailleur" LA LIGNE MARXISTE-LENINISTE SE CONSTRUIRA EN DETRUISANT LE REVISIONNISME

'Le Travailleur, journal communiste marxiste-léniniste des travailleurs de France' se propose, tout comme Front Rouge, la tâche de gagner au marxisme-léninisme la classe ouvrière de notre pays. Il vise comme nous à édifier l'organisation d'avant garde dont elle a besoin pour faire la révolution.

Ces points communs importants justifient que nous engagions avec ces camarades le débat sur les problèmes de notre révolution, commencé dans nos précédents numéros, dans une lutte d'idées franche et ouverte qui se fonde sur un profond désir d'unité.

Dans le numéro 6 de novembre, nos camarades du 'Travailleur' ont publié un article intitulé : "proposer d'abord, critiquer ensuite", qui aborde un problème important : l'attitude des M.L. vis à vis des révisionnistes.

Suivons-les dans leur travail :

Ils notent tout d'abord l'existence d'"une fraction du prolétariat déjà détachée du peloton réformiste, de nombreux travailleurs mécontents d'un syndicat ou d'un parti". Ils estiment que les "élucubrations" des groupes gauchistes en France et "les erreurs passées de notre mouvement marxiste-léniniste" ont contribué à "pousser la classe ouvrière dans les mains du réformisme malgré sa trahison", que, dans le travail des M.L. "les affirmations prenaient le pas sur les explications, les critiques sur les propositions". Et de citer des réactions d'ouvriers : "vous avez certainement raison sur plusieurs points, mais si au lieu de vous braquer sur la conduite du P.C.F., vous proposiez des idées nouvelles, alors peut-être on vous prendrait au sérieux". D'où la conclusion : "nous ne sommes pas l'antithèse du P.C.F., nous devons voler de nos propres ailes, et oser lancer des idées justes qui seront reprises par les masses. Soyons certains que la démarcation se fera alors entre les vrais et les faux communistes". "On juge le maçon au pied du mur... Mais il n'y a qu'une façon pour être le meilleur des maçons : construire le plus solide des murs, et non démolir celui du voisin". Exemple cité : "plutôt que de critiquer l'idée des augmentations hiérarchisées, évidemment dans la logique de la démocratie avancée, qui veut concilier patron, cadre et ouvrier", les cama-

rades proposent avec succès "l'augmentation uniforme". En effet : "la base en veut. Elle cherche une issue, des réponses des idées nouvelles. Un rien peut mettre le feu à la plaine et ce rien, ce sont les révolutionnaires qui le donneront".

Nous ne partageons pas ce point de vue.

En effet le révisionnisme est une force politique cohérente, toute entière tendue vers un seul but : détourner la classe ouvrière de la révolution. Chaque position particulière du P.C.F. est subordonnée à cette stratégie générale. Prenons l'exemple de la fermeture des usines de Wendel en Lorraine. A cette occasion Marchais a sa proposition à faire : nationalisations (contre le socialisme), opérations des élections (contre la révolution et les luttes immédiates qui pourraient

"Une des conditions indispensables pour préparer la victoire du prolétariat, c'est la lutte longue et acharnée, la lutte implacable qu'il doit mener contre l'opportunisme, le réformisme, le social chauvinisme et autres influences et courants bourgeois analogues, qui sont inévitables étant donné que le prolétariat agit dans une ambiance capitaliste. Sans cette lutte, sans avoir d'abord remporté une victoire totale sur l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne saurait être question de dictature du prolétariat."

Lénine

contribuer à les démasquer), alliance avec les petits commerçants et les ingénieurs (contre les positions de classe propres du prolétariat), défense de la Lorraine (contre la solidarité prolétarienne avec les ouvriers de Fos et le peuple Mauritanien), attaque de la "mauvaise gestion" des fonds d'Etat par Wendel (pour une bonne gestion capitaliste). Voilà ce qu'ont entendu les 1.500 ouvriers qui sont allés à son meeting à Longwy.

Car les idées révisionnistes sont largement répandues dans la classe ouvrière ; le P.C.F. y est encore de loin la force politique dominante ; qui renonce à l'abattre renoncerait du même coup à faire la révolution dans notre pays.

Depuis quelques années les marxistes-léninistes se sont engagés dans ces deux tâches. Il faut reconnaître avec 'le Travailleur' qu'ils ont connu des échecs. Mais où en rechercher la cause ? Comme 'le Travailleur' dans le fait qu'ils ont "trop critiqué" le P.C.F., le révisionnisme ? Au contraire.

En effet les marxistes-léninistes ont "critiqué" le révisionnisme d'une façon générale. Trop générale. Ils ont repris les critiques justes du Mouvement Communiste International, mais ils s'en sont tenus là.

Par ailleurs, dans la pratique, les ouvriers révolutionnaires qui se trouvaient dans leurs rangs ont affronté directement le P.C.F. sur le terrain des luttes revendicatives, l'attaquant sur ses mots d'ordre et sa tactique de trahison.

Cette première expérience de lutte contre le révisionnisme — au niveau des principes généraux et des luttes revendicatives était une étape nécessaire. Mais la vie a montré qu'il y manquait un maillon décisif : celui de la lutte contre la ligne révisionniste, contre l'application politique de la trahison des principes à la réalité de notre pays.

C'est dans ce domaine, celui des perspectives politiques ouvertes au prolétariat que le révisionnisme joue un rôle décisif pour le maintien au pouvoir de la bourgeoisie. Et c'est dans ce domaine que les marxistes léninistes se sont longtemps montrés impuissants. Comme ils étaient incomplètement dégagés du révisionnisme, ils ont même purement et simplement reproduit sa ligne sur plusieurs points décisifs :

— Alliance de classe sans principes subordonnant les objectifs du prolétariat à ceux de la petite et moyenne bourgeoisie, et lui interdisant par là même d'engager une lutte conséquente contre l'impérialisme français (ligne du "front uni").

— Révolution en deux étapes découlant de cette alliance et cachant l'objectif direct de la révolution prolétarienne ("démocratie populaire").

— Perspective d'un mouvement de masse englobant le pouvoir, et non de la révolution armée ("tous ensemble en même temps").



— Tendances à enfermer le prolétariat et à s'enfermer eux-mêmes dans les luttes immédiates, coupées des perspectives politiques révolutionnaires (comités de base, syndicats rouges).

...pour ne citer que les aspects principaux—

Donc les marxistes-léninistes ont "proposé" : ils ont proposé un programme, mal dégagé du révisionnisme, ils ont proposé des revendications immédiates ; 40 h, retraite à 60 ans etc... (y compris les augmentations uniformes proposées par nos camarades du Travailleur).

Quel a été le résultat ? Sur la base des revendications et des formes de lutte (occupations, vidages de chronos) qu'ils proposaient, nos camarades ont pu rallier "la base qui en veut" — notons qu'ils ont toujours dû le faire contre les révisionnistes : quand il faut trancher sur l'action, les contradictions apparaissent nécessairement. Mais, toujours ces succès ont été éphémères : les mêmes ouvriers "mécontents d'un parti ou d'un syndicat" qui abandonnaient pour nous les révisionnistes le temps d'une lutte ne tardaient pas à retomber dans les mains du réformisme. Ils suivaient les marxistes-léninistes dans les luttes immédiates parce que les marxistes-léninistes traduisaient leurs aspirations immédiates. Mais les marxistes-léninistes ne pouvaient pas gagner ceux qui voulaient aller plus loin, préparer la révolution, parce qu'ils ne proposaient pas de perspectives politiques concrètes (ce qui ne veut pas dire immédiates) radicalement différentes de celles des révisionnistes, parce qu'ils n'avaient pas critiqué à fond celles des révisionnistes.

Dans ces conditions, les révisionnistes pouvaient même se payer le luxe de la démagogie, organiser eux-mêmes — à leur façon — les occupations

d'usines, ou mener à bien (c'est arrivé) des luttes pour les augmentations uniformes : du moment que l'essentiel, leur ligne politique, n'était pas sérieusement menacée.

Le débat : "faut-il ou non attaquer directement le P.C.F." a souvent eu lieu à cette époque. Il manquait la cible : sur quoi les attaquer ?

Au fond, les ouvriers interrogés par "le Travailleur" ont raison. Simplement, il faut savoir confronter leurs déclarations à notre expérience pour comprendre : vous nous ressassez sans arrêt que les révisionnistes sont des traîtres. C'est bien possible, car nous les voyons à l'œuvre dans les luttes. Mais expliquez-vous un peu. Dites-nous ce que vous avez contre les nationalisations : n'est-ce pas le socialisme ? Dites-nous un peu ce que vous avez à proposer : quelle politique comptez-vous mener à l'égard de l'ingénieur qui nous tue au travail, du petit patron qui nous exploite féroce-ment, du boucher qui nous vole sur le prix, sur le poids, et en rendant la monnaie ? Les comptez-vous parmi nos amis comme le P.C.F. ? Comment comptez-vous prendre le pouvoir ? Un "puissant mouvement de masse" y suffit-il, comme le prétend le P.C.F. ?

Répondre à ces questions et à bien d'autres, est aujourd'hui la tâche principale des marxistes-léninistes : l'élaboration d'une ligne pour la révolution dans notre pays. Elle est étroitement liée à l'approfondissement de la critique de la ligne révisionniste.

Dans la pratique elle exige de nos camarades dans les usines qu'ils ne se contentent plus de propositions immédiates, qu'ils engagent auprès des masses l'agitation la propagande et l'enquête sur ces questions précisément, afin de pouvoir contribuer à les résoudre.

Mais dans cet article les camarades du 'Travailleur' tirent précisément la conclusion inverse :

"Puisque les ouvriers ne veulent plus nous entendre critiquer les révisionnistes de cette façon, cessons de les critiquer. Proposons des objectifs revendicatifs, ils se démarqueront bien tout seuls". Ils parlent d'abandonner ce qui justement a été l'aspect positif du passé, la critique générale du révisionnisme, sans laquelle il n'y aurait pas aujourd'hui de marxisme-léninisme. Ils proposent de faire notre petit bonhomme de chemin à côté des révisionnistes, au moment où il s'agit d'approfondir politiquement la critique, pour avancer des propositions politiques révolutionnaires. Ils oublient que le marxisme-léninisme ne saurait gagner du terrain dans la classe ouvrière sans que le révisionnisme y recule : deux armées ennemies ne construisent pas paisiblement des murs côte à côte.



Une armée d'occupation...

IRLANDE : UNE NATION CONTRE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE

L'IRLANDE, UNE COLONIE BRITANNIQUE

L'histoire du peuple Irlandais est celle de sa lutte contre le colonialisme britannique. D'abord chasser les Irlandais de leurs terres pour les remplacer par des colons d'origine anglaise, puis détruire l'industrie textile irlandaise, en donnant aux compagnies anglaises le monopole du commerce, réduire les Irlandais à la misère pour qu'ils s'expatrient et viennent travailler en Angleterre. Transformer l'Irlande en un vaste réservoir de produits agricoles et de main d'œuvre : telle est la logique colonialiste anglaise en Irlande. Au 19^e siècle, cette logique se traduit par une misère noire pour le peuple irlandais (une famine fait un million de morts) et une émigration massive (aujourd'hui 20 millions d'Irlandais vivent aux U.S.A. contre 4,5 en Irlande). En 1921, après une guerre de libération de 5 ans, l'Irlande est coupée en 2. La bourgeoisie nationale irlandaise qui avait gardé la direction de la lutte, accepte un compromis : elle prend le pouvoir dans le sud de l'île, l'EIRE.

L'EIRE UNE NEOCOLONIE BRITANNIQUE

Après 50 ans de soi-disant indépendance, l'EIRE est au-

jourd'hui complètement vendue à l'impérialisme et particulièrement à l'impérialisme britannique, dont elle est le 3^e client mondial. L'afflux de capitaux étrangers et la surexploitation du peuple irlandais y ont été organisés par toute une série de mesures dont le plus beau fleuron est la loi qui accorde aux firmes étrangères une exemption d'impôts de 5 ans. Au bout de 5 ans après avoir réalisé de larges profits, la plupart des usines ferment et licencient.

L'ULSTER UNE COLONIE DIRECTE DE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE

Par fantoche interposé, Clark ou Faulkner, l'impérialisme britannique poursuit en Irlande du Nord la même razzia en règle qu'avant la partition. Il en tire d'énormes profits, sur le dos de la classe ouvrière : un ouvrier d'Ulster gagne la moitié moins qu'un ouvrier anglais et à trois fois plus de chances d'être au chômage. Le chômage atteint en effet des proportions catastrophiques : 25 % dans certains comtés, 50 % dans le Bogside de Londonderry.

Pour maintenir sa domination, l'impérialisme britannique et ses fantoches utilisent à fond la discrimination entre catholiques et protestants. Les emplois vont en priorité aux ouvriers protestants (500 catholiques seulement sur les 10.000 employés des chantiers navals de Belfast) ; les logements seulement sur les 10.000 employés des chantiers navals de Belfast) ; les logements aussi, d'autant plus qu'une loi abolie en 69 n'accordait le droit de vote qu'aux propriétaires. L'arsenal juridique répressif (loi sur les pouvoirs spéciaux, loi sur l'internement administratif sans jugement) est du reste tellement au point qu'il est envié par le raciste Vorster en Afrique du Sud. Le mythe de la guerre de religion en Irlande recouvre donc bien une réalité de classe : la classe ouvrière est en majorité catholique, et la bourgeoisie en majorité protestante. Mais quand l'impérialisme britannique, comme la presse française, met en avant le problème religieux, c'est pour cacher la réalité de la lutte des classes et les conséquences qui en découlent : révolution prolétarienne à long terme, et aujourd'hui, la possibilité d'alliances de classe dépassant les frontières religieuses pour chasser l'impérialisme britannique.

Alger. Ils n'hésitent ni à torturer, ni à tirer dans la foule, femmes et enfants compris. C'est la même tactique de quadrillage systématique qu'à la Casbah d'Alger : le 9 août 71, les troupes anglaises investissent les quartiers catholiques, fouillent maison par maison, pour tenter de décapiter le mouvement national.

Face aux troupes d'occupation, le peuple irlandais a pris les armes : accrochages contre des patrouilles anglaises, attentats, exécution de collabos... Hommes, femmes et enfants participent à la lutte. Aux premiers rangs, la force principale, la classe ouvrière irlandaise, composée par l'essentiel d'ouvriers catholiques, les premiers touchés par le chômage, la misère et la répression. Mais il s'agit d'une lutte de libération nationale. — D'autres classes en Irlande, s'opposent à des degrés divers à l'impérialisme britannique et leur influence se fait largement sentir dans le mouvement de libération. La bourgeoisie possédante catholique de l'Ulster est faible numériquement, mais c'est elle

qui depuis longtemps dirige le mouvement et tente de le limiter à l'égalité des droits civiques : donner aux possédants catholiques les mêmes chances qu'aux possédants protestants. La bourgeoisie au pouvoir en Eire contrôle certains éléments de l'IRA : elle est partagée entre son désir de profiter des miettes des richesses du Nord, et ses obligations vis à vis de l'impérialisme britannique, avec en plus la crainte d'une révolution qui la balayerait ; elle se contenterait volontiers d'un nouveau compromis avec l'impérialisme britannique. Enfin la petite bourgeoisie du Nord (intellectuels, professions libérales) dépasse peu à peu l'objectif limité des droits civiques pour s'attaquer à l'impérialisme ; mais elle freine le développement d'une lutte armée de masse conséquente, par ses multiples hésitations : depuis le terrorisme individuel aveugle, jusqu'au légalisme pacifiste qui envoie 20.000 manifestants à Derry les mains nues face aux fusils anglais, et recommence une semaine plus tard, en invitant le sénateur Kennedy. Au delà de ces hésitations, la lutte armée prolongée apparaît de plus en plus comme la seule issue.

VIVE LA LUTTE ARMÉE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE IRLANDAIS CONTRE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE !

Un de nos lecteurs, qui était en Irlande au moment des ratisages d'août 1971, nous envoie le document suivant. Il s'agit des premières manifestations de la lutte contre une armée d'occupation. C'est cette résistance massive qui pourra devenir, sous une juste direction, une véritable guerre populaire.

★

J'ai vu l'armée britannique, la meilleure et la plus aguerrie des armées traditionnelles du monde, assiégeant le quartier de Falls Road (fief des officiers à Belfast) avec ses véhicules blindés Saracen, ses bulldozers et ses tireurs, incapables pendant plus de 24 H. de pénétrer de plus de 50 m. à l'intérieur du quartier, retenus par des enfants qui leur jetaient des pierres et quelques tireurs invisibles de l'IRA. Chacune de leurs tentatives de percée ponctuée d'un épouvantable vacarme de casseroles : toutes les femmes, mères, grand-mères, sœurs, filles, vieillards, tapant, accroupis sur le pas de leur porte, leur couvercle de poubelle sur le trottoir ! Pendant ce temps, les 15 ou 20 radios clandestines de l'Irlande du nord émettent des chants rebelles, des informations et des appels à la solidarité. Dans toute l'Irlande du nord le peuple les écoute malgré les brouillages. Radio Free Belfast émet à quelques mètres des troupes britanniques.

Le lendemain à l'aube, les britanniques ont réussi à pénétrer dans les quartiers. Dans l'après-midi, j'assistais dans un fief des provisionnaires (Kashmir Road) à l'accueil d'une patrouille militaire par la population : une dizaine d'hommes protégés par plusieurs blindés Saracen en position à peu de distance, en liaison radio, marchent lentement dans le quartier, sur deux files et en rasant les murs. Ils sont entourés par une foule de quelques 100 femmes et enfants qui leur font un concert assourdissant, sans dire un mot, les regardant droit dans les yeux en frappant des couvercles de casserole ou de poubelles à 50 m de leurs oreilles britanniques, tandis que les soldats gênés tachent d'éviter leurs regards. La procession dure 20 mn. Les soldats sont accompagnés jusqu'aux barbelés qui bouclent le quartier. Dans le même quartier, on alterne ces méthodes, certains jours, avec des discussions politiques avec les soldats ; mais on évite toute fraternisation : c'est aux soldats de quitter l'armée s'ils veulent fraterniser.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS EN GRECE

J. de Lipkowski, secrétaire d'état aux affaires étrangères, vient d'effectuer un séjour de 4 jours en Grèce fasciste, dont il a tout lieu d'être satisfait. Il revient avec des projets industriels et surtout des promesses d'achats d'armes : des Mirages et des chars (3^e traficant d'armes du monde, la France tient à manger à tous les râteliers, quels qu'ils soient).

Simple voyage d'affaire, pourrait-on penser. C'est beaucoup plus que cela. La vente à un régime fasciste d'armes, destinées à la répression des révolutionnaires et des masses populaires, ne gêne pas l'impérialisme français. Il en a l'habitude, et surtout, il s'intéresse à la Grèce pour beaucoup plus que des ventes d'armes. Il exploite en Grèce des matières premières, aluminium (Péchiney), mines de plomb et d'argent (Pennaroya), engrais chimiques (St. Gobain) et des secteurs énergétiques (barrages, centrales électriques). Comme en Algérie ou en Turquie, il y a installé des usines de montage automobile (Renault, Peugeot)... Il s'agit bien d'une politique impérialiste, tendant à faire de la Grèce un pays dominé, au sein même de l'Europe, pour y exporter des capitaux et pomper des matières premières. La France est particulièrement bien placée, elle y est le 2^e pays investisseur (1, 11 millions de francs), juste après

les USA, juste avant la RFA, l'Italie et l'Angleterre.

Lipkowski se rend en Grèce au moment où Bettencourt suit Schumann en Espagne, où Ortolani va au Portugal, et où Erim quitte la France pour rentrer en Turquie. Vaste ballet diplomatique autour de la Méditerranée. C'est que Pompidou, fidèle aux traditions de l'impérialisme français, a toujours voulu considérer la Méditerranée comme une mer française, nœud stratégique vers l'Afrique et le Moyen Orient, plaque tournante de l'impérialisme. En Méditerranée, la France a de sérieux concurrents. Après celle de Turquie, la 6^e flotte US va ouvrir une nouvelle base en Grèce. Quant aux socio-impérialistes soviétiques, déjà installés à Alexandrie en Egypte, ils tentent de s'emparer de Malte. On comprend mieux ainsi les déclarations de Lipkowski à Athènes sur l'indépendance nationale face aux 2 superpuissances. En fait, l'impérialisme français se targue de son retrait de l'OTAN pour se poser en champion de l'indépendance nationale : en réalité, il place ses propres pions.

Solidarité avec le peuple grec en lutte contre l'impérialisme américain et ses valets fascistes !

A bas la collusion de l'impérialisme français et des fascistes grecs !



...face à la résistance du peuple irlandais

JAPON - U.R.S.S. UN RAPPROCHEMENT ANTICHINOIS

Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S., a passé 6 jours au Japon à la tête d'une délégation de 10 personnes. Sa dernière visite datait de 1966. Depuis il s'était toujours trouvé trop occupé pour refaire le voyage. Il rate pour l'occasion une conférence qui réunit à Prague le comité consultatif du pacte de Varsovie. De plus si l'on examine le calendrier diplomatique, ce voyage se situe entre l'entrevue Nixon-Sato et le voyage de Nixon à Pékin. Enfin si l'on considère les relations Moscou-Tokyo, jusqu'alors elles ne dépassaient pas le cadre de relations purement économiques. Ces relations continuant à être bonnes, c'est donc que Gromyko a de bonnes et de nouvelles raisons de se déplacer.

En effet pour lui l'enjeu est d'importance. L'objectif apparent : signer dans l'année un traité de paix avec le Japon, c'est-à-dire répondre favorablement à la revendication territoriale japonaise sur les îles Kouriles du Sud actuellement soviétiques. Les révisionnistes n'ont pas l'habitude de faire des concessions territoriales, c'est donc que l'objectif visé est capital. L'impérialisme japonais s'est fait dans le monde une place de plus en plus grande tout en restant très lié à

l'impérialisme américain. Or les contrecoups de la crise du dollar, de la "nouvelle politique économique" de Nixon, ont été durement ressenties par les monopoles japonais, et le gouvernement Sato s'est trouvé dans une situation embarrassante. Les révisionnistes soviétiques ont suivi cela avec beaucoup d'attention et s'apprentent à battre le fer pendant qu'il est chaud. L'U.R.S.S. veut profiter, au Japon, de la faiblesse de l'impérialisme américain pour y jouer sa propre politique impérialiste. Il y a des places à prendre. Quitte à autoriser le Japon à investir largement en Sibérie. Dans la politique de repartage du monde entre les deux superpuissances la moindre faiblesse de l'un est immédiatement mise à profit par l'autre. Et la lutte est particulièrement acharnée en Asie du Sud Est car il a un enjeu de taille : la République populaire de Chine. Renforcer la collusion avec le Japon, c'est se donner le moyen de mieux encercler la Chine. Après le soutien à l'expansionnisme Indien par le biais de la création de l'Etat fantoche du Bangladesh, le social-impérialisme est prêt à des concessions pour donner un nouvel élan aux visées des militaristes japonais, si cela peut satisfaire ses intérêts antichinois.

ABONNEMENTS A :

CCP Front Rouge - 204-51 LYON.

France 1 an 20 F Etranger 1 an 40 F

6 mois 10 F 6 mois 20 F

Abonnements de soutien à partir de 50 F